Communiqué de la fédération SUD éducation du 29 novembre 2015 : communique_fede_29_novembre.pdf Des centaines de manifestant-e-s pour la justice sociale et climatique se sont retrouvé-e-s place de la République. Alors qu'ils manifestaient sans violence, la police les a encerclés. Le but était clairement de déclencher une réaction pour justifier une action policière disproportionnée. Alors que tout se passait dans le calme, les forces (soi-disant) de l'ordre ont chargé la manifestation et ont lancé des lacrymogènes sur la foule. Ils ont procédé, selon le ministère de l'intérieur, à 208 interpellations et à la mise en garde à vue de 174 de manifestant-e-s dont des militant-e-s syndicaux notamment de Solidaires (SUD PTT, Solidaires étudiant-e-s, SUD éducation, SUD Rail …) qui exerçaient leur droit à revendiquer pour la justice climatique. Notre fédération a affirmé depuis la mise en place de l'état d'urgence que celui-ci serait détourné de la lutte contre le terrorisme. La preuve en est faite aujourd'hui après la répression exercée la semaine dernière à l'encontre de 58 militant-e-s et leurs soutiens ayant participé à une initiative de solidarité avec les migrant-e-s (1). *SUD éducation réaffirme sa demande de levée de l'état d'urgence. Nous demandons la relaxe de l'ensemble des militant-e-s arrêtés suite à l'exercice de leur droit à manifester et de l'ensemble des assigné-e-s à résidence suite à leur engagement pour la justice sociale et climatique. SUD éducation appelle l'ensemble des forces du mouvement social à se mobiliser contre cet état d'urgence et à se retrouver le 2 décembre nombreux dans la rue dans les régions et devant le TGI de Bobigny en solidarité avec les salarié-e-s d'Air France en butte à la répression patronale.* **Les militant-es du mouvement social et syndical ne sont pas des terroristes!** (1) Communiqué du Conseil fédéral de SUD éducation du 26 novembre 2015 Fédération SUD Education

Documents joints

communique_fede_29_novembre.pdf